

Italie

Avec le nouveau gouvernement Monti, la bourgeoisie italienne entreprend de réorganiser son pouvoir politique

C'est à l'occasion d'un vote au Parlement, le 8 novembre 2011, que Berlusconi dut reconnaître la réalité : il n'avait plus la majorité. Le 12 novembre, il remettait sa démission au président de la République, et ressortait du palais présidentiel sous les huées de la foule.

Dès le lendemain, Mario européen, était chargé de gouvernement. Cela fut exceptionnellement court. votaient la confiance au 556 voix contre 61 : un



A l'exception de la Ligue du siégeant à l'Assemblée ont gouvernement. Pourtant, figure dans ce gouvernement, que beaucoup ont qualifié de « technique ».

Monti, ancien commissaire former un nouveau réalisé dans un délai Le 18 novembre, les députés nouveau gouvernement, par résultat sans précédent.

Nord, les dix huit autres partis voté pour ce nouveau aucun dirigeant de ces partis ne

La rapidité de ce bouleversement, survenant dans une situation de crise politique et financière aiguë, alors que les taux exigés par les prêteurs pour le refinancement de la dette italienne devenaient insoutenables, conduisit la presse et nombre de dirigeants politiques, à commencer par les amis de Berlusconi, à parler de « coup d'état financier ». Cette expression fut reprise en France et ailleurs.

Pourtant cette formulation, qui a le mérite d'être expressive, masque néanmoins l'essentiel des problèmes auxquels sont confrontés la bourgeoisie italienne d'une part, et d'autre part le prolétariat.

Le gouvernement Berlusconi, un gouvernement putréfié

Si la chute brutale de Berlusconi a pu surprendre, on doit rappeler que l'existence de ce gouvernement était menacée depuis l'automne 2010 au moins, et que les craintes concernant le paiement de la dette italienne n'ont fait qu'accélérer son agonie.

Le gouvernement Berlusconi fut d'abord victime de ses contradictions, et non des « marchés » ou d'une mystérieuse et conspirative finance internationale, comme le laisse entendre par exemple un dirigeant du Parti communiste français : « *C'est un véritable coup d'État financier. Les marchés ont utilisé leur arme, à savoir la hausse vertigineuse des taux d'intérêt, pour menacer d'étranglement un pays qui ne répondrait pas à leurs injonctions. C'est extrêmement grave du point de vue démocratique* ». (Francis Wurtz, dans *L'Humanité* du 14/11, à propos de la Grèce et de l'Italie).

Et, en ce qui concerne le gouvernement de Rome, c'est bien la bourgeoisie italienne qui a organisé le départ de Berlusconi.

Certes, Berlusconi avait fait adopter nombre de mesures réclamées par les banques italiennes et les institutions financières internationales. En témoignent les deux plans de rigueur successifs décidés durant l'été. En ce domaine, la politique de rigueur décidée par le gouvernement Berlusconi était plus ambitieuse et brutale que celle annoncée, au même moment, par le gouvernement français.

Mais ce gouvernement, affaibli de longue date par ses divisions internes, rechignait à mettre en œuvre les mesures annoncées et semblait totalement incapable de réaliser les « réformes » qu'exigent les couches supérieures de la bourgeoisie italienne.

La débâcle du printemps 2011

Dès le printemps 2010, les attaques de Gianfranco Fini, l'un des piliers de ce gouvernement, s'étaient multipliées contre Berlusconi. Président de la Chambre, Fini avait commencé sa carrière dans le parti néo-fasciste Alliance nationale, puis avait fait mouvement vers une « droite » respectable. Il était, avec Berlusconi, cofondateur du principal parti au pouvoir, le Peuple de la liberté (PDL). Mais fin juillet 2010, Fini constitue, avec une quarantaine de députés, son propre groupe parlementaire (FLI, Futur et liberté pour l'Italie), privant le PDL de la majorité à la Chambre.

Le 6 novembre 2010, Fini réclame la démission de Berlusconi, critiquant « *un gouvernement qui ne gouverne pas* ». Il s'attaque aussi à la Ligue du Nord, ce parti ultra réactionnaire qui est membre de la coalition gouvernementale. Mais, jugeant qu'il n'a rien à gagner à des élections anticipées, il préfère voter la confiance au gouvernement chaque fois que Berlusconi le met au pied du mur.

Au printemps 2011, les élections municipales furent une lourde défaite pour ce gouvernement, y compris dans les bastions de la Ligue du Nord. Cela exacerba les conflits au sein de la coalition gouvernementale. Le 12 juin, Berlusconi subissait une nouvelle défaite, lors d'un référendum abrogatif visant deux décrets loi permettant de privatiser de l'eau.

Un tel gouvernement, divisé, affaibli, ne pouvait donc plus guère rester en place.

Mais ce n'est pas la mobilisation des masses qui fit tomber directement Berlusconi, même si la bourgeoisie italienne redoutait ouvertement l'irruption de mouvements spontanés. Ce fut cette bourgeoisie, pour ses propres besoins, avec l'appui du Vatican, qui chassa Berlusconi, l'homme le plus riche d'Italie, chargé jusqu'alors de défendre les intérêts du capitalisme italien. Conjointement, cette opération eut un caractère préventif, visant à désamorcer, au moins pour un temps, le rejet de plus en plus massif de ce gouvernement, s'exprimant notamment par d'importantes manifestations.

Dans ces conditions, les casseroles judiciaires que traînait le personnage, affaires de mœurs et affaires financières, sont devenues rédhitoires. Certes, ces « affaires » n'étaient pas nouvelles, et ont balisé toute sa carrière. Mais le patronat italien, avec l'Eglise catholique, s'en était jusqu'alors accommodé. Une grande part du personnel politique italien est lui-même régulièrement éclaboussée par les scandales financiers et par les révélations de ses liens avec la mafia.

Mais à partir du moment où les divisions au sein du gouvernement ont jeté la suspicion sur sa capacité à conduire de brutales « réformes », les affaires de Berlusconi sont devenues inacceptables.

Août 2011 novembre 2011 : la mise à mort de Berlusconi

Après un plan de rigueur de 48 milliards décidé en juillet, le gouvernement Berlusconi fut conduit, en urgence, à en adopter un second le 12 août. Celui-ci était estimé à 45 milliards d'euros. Ce n'était pas rien. Encore fallait-il le faire entériner au Parlement. C'est alors que le gouvernement multiplia les modifications à ce plan de rigueur, afin de satisfaire les demandes contradictoires de sa coalition.

Début septembre, le patronat italien critiqua durement ce plan et ses modifications à répétitions. Puis il multiplia les attaques contre Berlusconi, dont les frasques faisaient la Une des medias. « *L'Italie ne mérite pas ça !* », s'exclamait la patronne de la Confindustria.

Le 30 septembre, deux organisations patronales, la Confindustria et Rete Imprese Italia, publient un « *Manifeste* » appelant à « *des décisions immédiates et courageuses* », et des grands patrons demandent que Berlusconi laisse la place à gouvernement d'unité nationale.

Le 15 octobre, des dizaines de milliers de personnes, avec les indignés, manifestent dans Rome. Sur les pancartes, on pouvait notamment lire : « *Une seule solution, la Révolution!* »

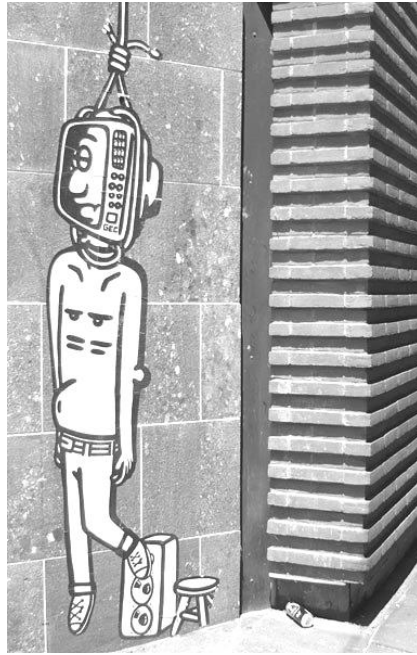


Les intérêts supérieurs du capitalisme italien devant prévaloir, l'Église abandonne alors Berlusconi. Le 17 octobre une réunion catholiques se tient dans un (voir page 9).

Le samedi 5 novembre, à milliers de manifestants, l'opposition officielle réclament le départ du du Parti démocrate, Pier « nous sommes prêts avec nouveau gouvernement ».

Mais quelle est cette autre partis communistes n'étant ne peuvent être que les Gianfranco Fini, et ceux de d'abandonner Berlusconi.

Le lendemain, le très Roberto Maroni, lance à de t'accrocher ».



Rome, plusieurs dizaines de 100 000 peut être, à l'appel de menée par le Parti démocrate (PD), Président du Conseil. Le dirigeant Luigi Bersani, annonce alors : l'autre opposition à créer un

« opposition » ? Les deux petits plus représentés à l'Assemblée, ce députés regroupés autour de petits groupes bourgeois en train

réactionnaire ministre de l'intérieur, Berlusconi : « C'est terminé, inutile

Le 8 novembre, à l'occasion d'un vote à la Chambre des députés, le gouvernement est mis en minorité. Berlusconi annonce alors qu'il démissionnera, une fois que le Parlement aura adopté le plan de rigueur en cours de discussion.

9 au 18 novembre ; constitution éclair du gouvernement de Mario Monti.

Pour couper court à toute manœuvre dilatoire, le président de la République, Giorgio Napolitano, un vieillard issu de l'ancien Parti communiste, va alors agir avec célérité.

Il presse l'Assemblée de passer au vote, puis attribue à Mario Monti le titre de sénateur à vie. Ce faisant, il conforte celui qui devrait succéder à Berlusconi, comme le souhaite le grand capital italien, et comme l'espèrent les dirigeants allemands avec ceux de la BCE et de l'Union européenne.

Berlusconi, pour reporter les échéances, propose alors des élections anticipées. Mais la bourgeoisie veut aller vite, soutenue en cela par le Parti démocrate. Et Berlusconi est abandonné par ses troupes.

Le 12 novembre, la Chambre des députés adopte, par 380 voix contre 26, les mesures d'austérité promises à l'Union européenne. Le soir même, Berlusconi remet sa démission. Monti, aussitôt désigné pour former un gouvernement, obtient le soutien du PDL, le parti de Berlusconi. Monti a aussi l'appui du principal parti d'« opposition », le PD, dont le secrétaire national, Pier Luigi Bersani, déclare : « Nous offrons un soutien entier et convaincu à un gouvernement prestigieux et de type technique, non pas pour soutenir moins, mais pour soutenir mieux Mario Monti ».

Le jeudi 17 novembre, les sénateurs adoubent donc le nouveau gouvernement suivis, le lendemain, par 556 députés sur 617. C'est une majorité exceptionnelle.

Il est difficile dans ces conditions de parler de coup d'État. Une équipe bourgeoise en remplace une autre, avec l'appui d'un parlement où ne siège plus de parti d'origine ouvrière, le PD étant lui-même un parti bourgeois d'un type très particulier : l'équivalent d'un parti constitué par un François Bayrou dans lequel se serait rassemblée la majorité des cadres issus de l'ancien Parti communiste.

Mais il est vrai que rarement, en Italie, un changement aura été conduit si rapidement.

Ils soutiennent tous le gouvernement

Ce gouvernement de large union n'a donc rien de technique, même si aucun de ses membres n'est issu des bancs du parlement.

En dehors du Parlement, le soutien est tout aussi large. C'est bien sûr celui de l'Église, ainsi que du patronat par la voix d'Emma Marcegaglia, la patronne des patrons: «*Nous soutiendrons son gouvernement avec force.*».

C'est aussi le soutien des syndicats ouvriers, la très chrétienne CISL et la très modérée UIL. Cette dernière explique qu'avec ce gouvernement surgit «*une voie rose pour sortir de la crise*». Seule la CGIL se montre un peu critique, mais demande aussitôt... l'ouverture d'un dialogue social, et des mesures fiscales plus équitables !

Quant aux deux petits partis « communistes », Refondation communiste, et le PdCI, ils critiquent ce gouvernement, mais prônent l'alliance avec le PD. Et le dirigeant du PdCI qualifie l'installation du gouvernement Monti de «*rupture positive non seulement dans la forme mais aussi dans le fond*».

Seuls véritablement quelques proches de Berlusconi, ainsi que la Ligue du Nord, crient au coup d'Etat. «*C'est un putsch sans armes*», dénonce un ex-ministre. Et des militants du parti de Berlusconi protestent devant le siège de Goldman Sachs, dont Monti fut le consultant : «*Non au gouvernement des banques, la souveraineté appartient au peuple !*»

Quant à Roberto Calderoli, dirigeant de la très populiste Ligue du Nord, il s'indigne : «*«Les technocrates ont exproprié le peuple*». Son parti est le seul à ne pas avoir voté la confiance à Monti.

Et la Ligue affirme son opposition à la réforme des retraites, ainsi qu'à l'euro. Mais désormais dans l'opposition, il n'est pas sûr qu'elle en tire vraiment profit, car le programme de ce parti est désormais clairement antagonique des choix que la bourgeoisie italienne a majoritairement opérés.

Nouvelles offensives

L'objectif assigné à Monti est limpide : pousser le plus loin possible les réformes exigées pour supprimer le déficit budgétaire, et assurer le refinancement de la dette, afin que l'Italie reste dans la zone euro et préserve son rang de « grande puissance », celui d'une ancienne puissance coloniale.

Cela vaut pour le gouvernement Monti comme pour ses successeurs.

Parmi les premières mesures, ont été annoncées de nouvelles baisses d'impôts pour les entreprises, des hausses de la TVA, une taxe immobilière ; une réforme des retraites avec la remise en cause des régimes spéciaux et des « pensions d'ancienneté », et une réforme des contrats de travail. En fait, le seul programme, c'est celui défini par la Confindustria.

Mais cela va au delà d'un catalogue de mesures réactionnaires.

Vers un nouveau dispositif pour la bourgeoisie

Les années Berlusconi (1994 -2011) ont notamment été marquées par la formation d'une coalition de partis autour d'un homme, Berlusconi, dont le rôle était de maintenir l'équilibre entre des forces bourgeoises antagoniques, sans trancher les désaccords. Cette période est désormais révolue (cf. p. 11)

La crise générale du capitalisme, la nécessité pour la bourgeoisie italienne de défendre sa place en Europe et dans le monde, impose des mesures violentes contre les salariés, les retraités les chômeurs, et la jeunesse. Mais aussi contre la petite bourgeoisie. D'importantes révoltes et mobilisations sont prévisibles. La bourgeoisie a donc besoin d'un dispositif politique solide. C'est ce qu'elle va désormais tenter de réaliser

Il n'est pas sûr qu'elle y parvienne.

Tout dépendra du mouvement ouvrier, et en particulier des capacités du prolétariat et de la jeunesse à constituer de véritables partis, fondés sur un programme de combat contre la bourgeoisie.

Un prochain article reviendra sur cette question.

Photos : Street art, Turin -

Italie

Le gouvernement du patronat, des banquiers et de l'Église

Ce gouvernement est qualifié de « technique » car il ne comporte pas de ministres issus des partis politiques. C'est un dispositif assez classique en Italie, utilisé souvent comme transition avant de futures élections. Un tel dispositif permet aux partis politiques de ne plus, pour un temps, se trouver en première ligne pour faire passer des mesures impopulaires.

Mais ce gouvernement est en réalité très politique, comme le révèle sa composition

Et d'abord Mario Monti, le Président du Conseil : il est considéré comme un homme proche de l'Église, et favorable aux contraintes dictées par l'Union européenne, dont il fut l'un des commissaires. Parce que les questions financières seront au cœur de son activité, Monti cumule ses fonctions avec celle de ministre de l'économie et des finances.

À ses côtés, Corrado Passera, un « grand patron », est chargé d'un grand ministère du Développement économique, des infrastructures et des Transports. Cet homme fut le patron de plusieurs grandes entreprises, avant de prendre la tête de la banque Intesa Sanpaolo en 2002.

La bourgeoisie italienne peut compter sur lui pour défendre ses intérêts face au capitalisme français. Avec la banque Intesa Sanpaolo, il multiplia les obstacles pour tenter (en vain) d'interdire aux capitaux français de faire main basse sur le groupe agro-alimentaire Parmalat, puis sur Edison.

Pour mener l'offensive contre les salariés, Monti a choisi Elsa Fornero comme ministre du Travail, des Politiques sociales et de la Parité. Cette universitaire spécialiste de l'assurance vie et de la prévoyance, et vice-présidente du Conseil de surveillance de la banque Intesa Sanpaolo, doit lancer une nouvelle et brutale réforme des retraites, comme l'exigent le patronat italien et par Bruxelles .

Autre choix très politique : le ministère de la Justice est attribué à Paola Severino. Cette avocate et spécialiste du droit pénal, liée aux milieux bancaires, fut l'avocate du banquier Cesare Geronzi, un proche de Berlusconi condamné il y a peu. Berlusconi, menacé de prison à l'issue des divers procès en cours, peut espérer que ses « affaires » seront regardées avec bienveillance... En échange de quoi, il ne mettra pas trop de bâtons dans les roues du gouvernement Monti.

Une autre décision est emblématique : le ministère du Fédéralisme, ministère chéri des autonomistes de la Ligue du nord, disparaît. Ce ministère est remplacé par deux autres, dont les intitulés valent programme : le ministère de la Cohésion nationale, et le ministère de l'Intégration. Ce choix exprime une défaite pour l'organisation xénophobe et réactionnaire dirigée par Umberto Bossi, jusqu'alors composante incontournable des gouvernements de Berlusconi. Il exprime la volonté de la grande bourgeoisie nationale italienne, tournée vers la zone euro, de reprendre pleinement la main face au porte parole des petits patrons du nord de l'Italie.

Enfin, le choix d'Andrea Riccardi, au ministère de la Coopération internationale et de l'Intégration est emblématique. Cet historien, spécialiste du Vatican, est le fondateur de la Communauté de Sant'Egidio. Il s'agit d'une institution importante de l'Église catholique, chargée d'interventions diplomatiques discrètes dans nombre d'affaires internationales jugées un peu difficiles, comme l'organisation d'un dialogue entre le gouvernement algérien et ses opposants.

Dans le même sens doit être apprécié le choix, comme ministre de la culture, de Lorenzo Ornaghi, le recteur de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan.

Et, avec Corrado Passera, Andrea Riccardi et Lorenzo Ornaghi ont participé, au début de l'automne à Todi, à une rencontre entre patrons et syndicats chrétiens, au cours de laquelle fut préparée la succession de Berlusconi.

Italie

Un gouvernement proche du Vatican

« *C'est une belle équipe à laquelle nous souhaitons bon courage* »

Monseigneur Tarcisio Bertone, secrétaire d'Etat du Saint-Siège).



Street art, Turin

En Italie, le Vatican joue un rôle politique de premier plan. Son rôle temporel fut affirmé par Mussolini avec les accords du Latran (1929), rôle qu'aucun gouvernement italien n'a jamais remis en cause. À la fin de la guerre, ce pouvoir fut préservé comme une arme pour combattre la menace révolutionnaire et, aux côtés de la Démocratie Chrétienne, fut une institution entièrement dévouée à la reconstruction de l'état italien et à la préservation des intérêts de la bourgeoisie.

Mais l'explosion du grand parti de la bourgeoisie italienne en 1992, et l'émiettement des forces politiques de la bourgeoisie, a conduit cette institution à se mettre légèrement en retrait des partis, sans cesser pour autant d'agir, avec ses réseaux, ses associations et ses syndicats, ses universités et ses considérables moyens financiers, comme un pilier renforçant l'État bourgeois italien.

Et elle apporta son soutien aux gouvernements successifs de Berlusconi, qui prit notamment nombre de mesures en faveur de l'enseignement catholique. Mais à la différence des années 1950 à 1980, les hommes du Vatican n'occupaient pas une place décisive dans ces gouvernements.

Aujourd'hui, on l'a vu, plusieurs ministres représentent directement le Vatican au sein du gouvernement. Mais plus encore que des individus, c'est le rôle de certaines institutions catholiques qui doit être pris en compte, lesquelles organisations ont pris la relève du défunt Parti démocrate chrétien disparu au début des années 90. Ce sont ces associations qui ont notamment organisé la « rencontre » de Todi.

Le séminaire de Todi

Le 17 octobre, un mois avant la chute de Berlusconi, une centaine de représentants d'associations catholiques, patronales et syndicales, se sont retrouvés pour un séminaire au couvent de Montesanto, à Todi, où ils ont été accueillis par le cardinal Angelo Bagnasco, le président de la Conférence épiscopale italienne. Si cette réunion se tint à huis clos, la conférence de presse qui suivit montra clairement qu'il s'agissait de préparer la succession de Berlusconi : l'accord s'était fait pour dire que le gouvernement ne pouvait « *plus tenir tel qu'il est* », et qu'il fallait « *un exécutif plus fort, avec l'accord des principales forces politiques* ». Par contre, un nouveau parti catholique n'était pas donné comme projet immédiat.

Fait notable : participaient à cette rencontre trois personnes qui allaient devenir peu après des ministres du gouvernement Monti: Corrado Passera, Andrea Riccardi, et Lorenzo Ornaghi

Parmi les associations catholiques présentes figuraient La Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL), un syndicat d'agriculteurs, la Communauté de Sant'Egidio représentée par Andrea Riccardi, son fondateur, et l'organisation Communion et libération (CL). Cette dernière joue un grand rôle.

Communion et libération

Cette organisation, qui incarne un catholicisme de combat, s'est développée au lendemain de mai 68 contre la « menace » marxiste. Depuis la faillite de la Démocratie chrétienne, elle est un outil qui permet à l'Église d'intervenir dans le champ politique et social. Officiellement, on n'adhère pas à cette organisation, on en est « proche » ... Il y aurait ainsi 100 à 150 000 « proches de » Communion et libération. C'est une institution dont la puissance est aussi redoutable que celle de l'opus Dei, et qui possède par exemple l'université du Sacré-Cœur de Milan, dont l'actuel ministre de la culture était alors le recteur...

Tous les ans, fin août, à Rimini, ses rencontres réunissent des centaines de milliers de personnes, avec nombre de dirigeants politiques et religieux : 800 000 cet été, selon *La Croix*.

Le bras économique de CL est la compagnie des œuvres (Compagnia delle Opere : CdO), qui regroupe 34 000 entreprises et 1 000 organisations du secteur non lucratif, intervenant notamment dans le secteur des cliniques, des maisons de retraite et des cantines scolaires. Aux dernières élections législatives, CL a soutenu environ 200 candidats. Comme le Vatican, elle soutint d'abord Berlusconi. L'un de ses représentants, Roberto Formigoni, président de la région de Lombardie, demandait encore en janvier 2011 de « respecter la présomption d'innocence » de Berlusconi.

Mais en septembre, un tel soutien était devenu impossible. Le pape s'adresse alors au président de la République: « *Je fais le vœu d'un renouveau éthique de notre chère Italie* ». Un tel « vœu » a valeur de mandat donné à Giorgio Napolitano.

Et, fin septembre, monseigneur Angelo Bagnasco président de la conférence épiscopale, crucifie Berlusconi, appelant à « purifier l'atmosphère » et à en finir avec des « comportements licencieux et déplacés qui portent préjudice à la société » et nuisent à « l'image du pays à l'étranger ».

Il ne reste donc à Communion et Libération que le soin d'organiser la succession de Berlusconi.

Certains, comme le président du parti l'Union du centre (l'un des nombreux débris issus de l'explosion de la Démocratie chrétienne) rêve de reconstituer le grand parti chrétien, s'exclamant à propos du gouvernement Monti : « *c'est la fin de notre diaspora* ».

Cet enthousiasme se retrouve au sein du Parti démocrate, parti qualifié « d'opposition » et issu pour une part essentielle de fragments du vieux Parti démocrate chrétien : ainsi Enrico Letta, député du PD s'enflamme : « *Todi représente un tournant fondamental pour une nouvelle saison politique, fondée sur les valeurs du christianisme qui font partie intégrante de notre culture* ».

De fait, l'objectif de ce séminaire est bien compris. Avec le gouvernement Monti, il s'agit d'engager un processus de réorganisation du pouvoir politique de la bourgeoisie, qui corresponde aux exigences de la situation et au choix des fractions dominantes de la bourgeoisie italienne. La crise pousse partout à la radicalisation des couches opprimées, et l'Église doit aider à en contrôler les irruptions prévisibles : prôner la concorde, le dialogue, l'union nationale, l'acceptation des sacrifices, pour rassembler derrière la bourgeoisie. Concrètement : aider à faire passer la pire des politiques de rigueur pour que la grande bourgeoisie puisse préserver la place de l'Italie parmi les grandes puissances appartenant à la zone euro.

Dans un pays où la proportion de pratiquants est officiellement tombée à 26 %, cela est loin d'être gagné.

Italie

Une bourgeoisie divisée : quelques rappels

Historiquement, la bourgeoisie italienne reste marquée par les conditions dans lesquelles fut réalisée l'unification du pays. Il en est résulté en particulier un profond déséquilibre entre les régions.

Pèsent également dans l'histoire italienne récente les conditions dans lesquelles s'effondra le régime de Mussolini, et dans lesquelles la bourgeoisie italienne reconstruisit son État alors qu'elle devait faire face à une vague révolutionnaire, en particulier dans les grandes villes du Nord. Cette reconstruction impliqua une collaboration étroite avec l'impérialisme américain, un renforcement des liens avec la mafia, l'appui énergique du Vatican à travers notamment le parti Démocrate chrétien, et la complicité bienveillante du Parti communiste italien en dépit de ses rodomontades.

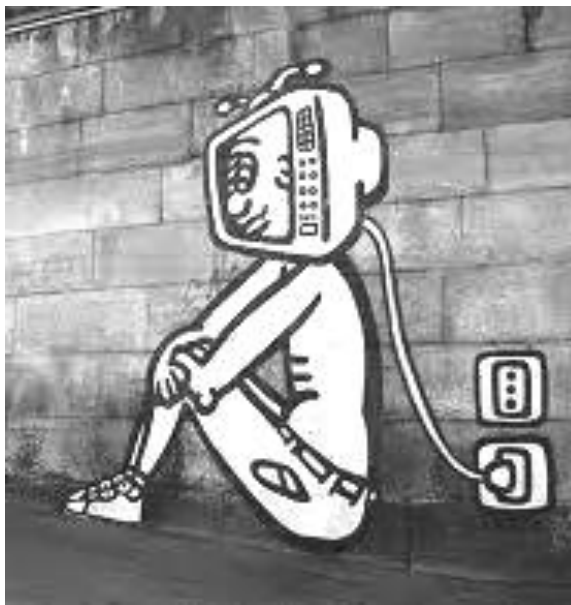
Mais au début des années 90, le dispositif construit au lendemain de la guerre s'effondra, miné par la corruption, mais plus encore par les forces contradictoires qui s'exerçaient sur l'Italie : l'unification de l'Allemagne et la mise en place de l'euro renforcèrent la pression du capitalisme allemand sur l'Italie. Le grand capital italien jouait pleinement la carte de l'Union européenne, alors qu'une grande partie de la petite bourgeoisie et des couches clientélistes de la démocratie chrétienne tentait de bloquer le processus. Le Parti démocrate chrétien explosait tandis que le Parti socialiste italien, tout autant corrompu, implosait puis disparaissait.

Parallèlement, avec l'effondrement de l'URSS et la réintroduction du capitalisme, le PCI, en pleine crise, allait jusqu'au bout de son processus d'adaptation au capitalisme italien, puis se disloquait.

C'est dans cette situation que Berlusconi, un entrepreneur devenu l'un des hommes les plus riches d'Italie, allait devenir le bourgeois, agrégeant aux intitulés changeants, grande part de débris bourgeois.

En mai 1994 s'ouvre alors la période années qui suivent, il va gouverner, pour un d'abord brièvement de mai de juin 2001 à mai 2006, et jusqu'à sa démission le 16

Entre ces différentes phases où il a exercé le pouvoir, avec le très à gauche, et avec d'Amato, le chef de la gauche, ce parti issu de



ce que l'on peut appeler Berlusconi : durant 17 ans, il a dirigé plusieurs fois le pays pendant un total de 9 années : 94 à janvier 1995. Puis enfin de mai 2008 à novembre 2011.

Il s'intercale des périodes où il est en l'« opposition » avec le chrétien Romano Prodi et les Démocrates de l'ancien PCI.

ce que l'on peut appeler Berlusconi : durant 17 ans, il a dirigé plusieurs fois le pays pendant un total de 9 années : 94 à janvier 1995. Puis enfin de mai 2008 à novembre 2011.

Mais durant ces deux phases intermédiaires où gouverne une coalition qui ressemble à ce que l'on trouve en France à la fin des années Mitterrand (mais avec une composante bourgeoise beaucoup plus lourde), le chef de l'opposition à Prodi demeure Berlusconi.

Une fonction bonapartiste

Bien que le régime italien soit, à strictement parler, un régime parlementaire, Berlusconi fait alors fonction de Bonaparte au compte de la bourgeoisie, suppléant à la faillite du principal parti bourgeois.

Il permet d'agglutiner autour de lui des forces politiques aux programmes difficilement compatibles, allant de l'Alliance nationale de l'ex fasciste Fini à la Ligue du nord d'Umberto Bossi. Ce dernier remet en cause le cadre national de l'Italie, refusant que le Nord paye pour les « fainéants » du sud, et s'engage ensuite dans le combat contre l'euro. Le premier, enraciné dans le sud, défend avec force le l'État national italien et les prébendes clientélistes financées par le nord.

Quant au grand capital de Milan et Turin, il fait « avec », confiant à Berlusconi le soin d'arrimer l'Italie à la zone euro. D'importantes attaques sont conduites contre les acquis sociaux, visant notamment le Code du travail, le salaire réel avec la réforme des contrats de l'emploi public, redistribuant les ressources au profit des petites entreprises et professions libérales comme au profit des banques, encourageant les grands fraudeurs du fisc. Mais la crise a accentué les divergents d'intérêts et les conflits politiques. Ainsi Fini s'oppose aux revendications régionalistes et autonomistes de la Ligue du Nord.

Et Berlusconi tempère les oppositions d'intérêts entre ces fractions, comme le ferait un Bonaparte, mais un Bonaparte sans envergure, un Bonaparte qui règne surtout à travers les media. Et une fraction du grand capital italien, acceptant Berlusconi faute de mieux, ne ménagea pas pour autant ses critiques. Ainsi Luca Cordero di Montezemolo, élu en 2004 à la tête de la Confindustria, l'organisation patronale italienne, n'a jamais cessé d'attaquer durement Berlusconi. De même, Diego Della Valle, patron de l'empire Tod's, interpellait publiquement Berlusconi en le traitant de « menteur ».

D'autres grands patrons affirmaient leur préférence pour Romano Prodi, le dirigeant très chrétien de l' « opposition » construite avec les Démocrates de Gauche, issus de l'ancien PCI.

Une nouvelle période

Il semble possible de considérer qu'avec le gouvernement Monti commence une nouvelle période. Ce gouvernement Monti, sans préjuger de sa longévité, n'est pas seulement une équipe bourgeoise qui succède à une autre. C'est une période qui est marquée par l'ampleur de la crise économique et financière, par la violence des attaques contre les salariés et la population laborieuse, et par le choix fait par le capital italien de conserver sa place au sein de la zone euro, revendiquant désormais avec Merkel, et au grand dam de Sarkozy, un renforcement substantiel du contrôle de Bruxelles sur les budgets nationaux.

En Italie, cela implique que non seulement les salariés, mais aussi les couches petites bourgeoises, vont être frappées par les mesures de rigueur. Ce qu'impose la situation, c'est la fin des professions « protégées », des subventions plus ou moins déguisées aux couches clientélistes dont l'existence tait indispensable pour asseoir le pouvoir de la bourgeoisie.

Le plus vraisemblable est que cela provoque de puissantes résistances. Mais pour le prolétariat, résister et reprendre l'offensive implique de construire un parti avec un programme révolutionnaire.



Directeur de publication A. Bertrand
L'insurgé B.P. 44428 - 69241 LYON CEDEX 4
- Imprimerie spéciale - ISSN 2105-6382

